

Ce sont encore les agents de la DGFIP qui vont trinquer...

Emmanuel Macron a fait un certain nombre d'annonces ce lundi 10 décembre. Elles concernaient les salariés gagnant le SMIC, certains retraités...

Son silence concernant les fonctionnaires a été, lui, assourdissant... !!!

Même silence sur le financement de ces mesures...

Rien sur la taxation des grosses fortunes... Rien sur les 20 milliards de coût du CICE transformé en baisse de charges sociales l'année prochaine alors que l'efficacité en terme de créations d'emploi reste à prouver (c'est même son inefficacité qui est plutôt démontrée...).

Le 11 décembre, Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, en a dit plus sur BFM :

◆ A la question du journaliste de savoir comment vont être financées les 8 à 10 milliards de mesures annoncées, il a répondu que le gouvernement allait faire des économies dans le fonctionnement de l'État.

Et il n'a cité que deux exemples : avec le PAS et la suppression de la TH, il y aura, d'après lui, moins d'activités pour les fonctionnaires et donc il pourra y avoir plus de suppressions d'emplois. On le savait déjà, mais c'est encore plus clair après cette nouvelle déclaration : les agents de Bercy en général, et de la DGFIP en particulier, sont la cible puisqu'il n'a parlé que du ministère !!!

◆ Toujours en réponse à une question du journaliste, la seule mesure qui sera appliquée aux fonctionnaires concerne la défiscalisation des heures supplémentaires... pour ceux qui en touchent bien entendu (NB : à la DGFIP, il n'est bien sûr pas interdit de faire des heures sup, il n'est pas interdit de se faire écrêter... mais de là à se les faire payer... faut pas rêver !)

Dans la Dépêche du 11/12, Benjamin Griveaux a confirmé qu'il n'y avait "pas de raison" pour que soit reportée la transformation du CICE en baisse de charges.

Il a souligné que pour financer les mesures annoncées, il allait falloir "faire des économies dans le mode de fonctionnement de l'État", en notant qu'avec la mise en place au 1er janvier du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, "on ne va pas garder des agents sur un impôt qui disparaît".

Sur BFMTV, le député LREM Jean-Baptiste Djebbari a plaidé pour "revoir un certain nombre de dépenses publiques" et pour en "faire une revue".

Bref, encore une fois, une fois de plus, une fois de trop, les fonctionnaires ne sont considérés que comme une variable d'ajustement budgétaire : pour le gouvernement, en supprimer c'est bien, les augmenter c'est pas bien...

Ca suffit ! Il faut que cela cesse !

Ci-dessous, quelques extraits du discours du secrétaire général de la Confédération Force Ouvrière, Yves Veyrier, lors de la réunion à l'Élysée du 10/12/18 sur des questions qui nous concernent :

[...] "**FO** met en garde sur le recours à la numérisation. Autant le numérique est source de progrès, autant il ne peut se substituer au lien social au risque d'accroître la distanciation, l'isolement,

l'anonymat et le sentiment d'abandon."

[...]

"**FO** appelle depuis longtemps à ce que cesse l'enchaînement sans fin des dites « réformes » de l'Etat et de la fonction publique, jamais évaluées, essentiellement guidées par la réduction de la dépense publique – terminologie qui devraient être bannies – pour lui substituer celle d'investissement de la nation pour l'égalité et la fraternité dont ont tant besoin nos concitoyens sur l'ensemble du territoire. Un débat doit s'engager sur les besoins aujourd'hui et sur les moyens et leur financement indispensable."

[...]

"L'attente est forte sur le pouvoir d'achat des salariés, du privé et du public, ainsi que des retraités.

FO a appelé immédiatement à la généralisation de la prime transport."

[...]

"**FO** maintient sa revendication d'une augmentation significative du SMIC et du point d'indice dans la Fonction publique."

[...]

"Cela amène à poser aussi la question fiscale.

On ne peut pas nous expliquer que la suppression de l'ISF – qui redonne d'une certaine façon du pouvoir d'achat aux plus riches – avait pour but de soutenir le financement de l'économie – ce qui n'est pas démontré – et nous le refuser quand il s'agit d'augmenter les salaires.

FO conteste de longue date une fiscalité de plus en plus assise sur l'impôt indirect – les taxes – et sur une CSG proportionnelle et revendique une refondation de l'impôt progressif."

[...]